Notes de l'Ifri

Trente ans après la chute du Mur : l'unité allemande

Stephan STEINLEIN

Novembre 2019

ifri 1979 2019
Institut français des relations internationales

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISBN : 979-10-373-0094-2
© Tous droits réservés, Ifri, 2019
Couverture : © aldorado/Shutterstock.com

Comment citer cette publication :
Stephan Steinlein, « Trente ans après la chute du Mur : l'unité allemande »,
Notes de l'Ifri, Ifri, novembre 2019.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : Ifri.org

Auteur

Stephan Steinlein est Secrétaire d'État, chef du Bureau du Président de la République fédérale d'Allemagne.

Sommaire

L'ALLEMAGNE, DE LOIN, DE PRÈS 5

TRENTE ANS APRÈS 9

LE RÔLE DU PRÉSIDENT FÉDÉRAL 14

LE FRANCO-ALLEMAND 16

Quand l'Ambassadeur, voici quelques mois, m'a invité à parler de l'unité allemande, je ne me suis pas douté de l'ampleur du défi qu'il me lançait.

Après les résultats des scrutins du Brandebourg, de Saxe et de Thuringe, chacun en Allemagne retourne cette question, et les réponses, bien sûr contradictoires, abondent.

Je suis certes originaire de l'Allemagne de l'Est, mais je ne suis pas spécialiste de l'Allemagne de l'Est. Depuis presque trente ans, j'ai travaillé pour l'Allemagne réunifiée, à Bonn, à Varsovie, à Berlin. J'ai été jeune diplomate en Pologne, j'ai travaillé à la Chancellerie sous le chancelier Schröder, j'ai été chef de cabinet pour le leader de l'opposition au Bundestag, j'ai occupé plusieurs fonctions au ministère des Affaires étrangères, et travaille aujourd'hui pour la présidence fédérale.

Pour parler de l'unité, je ne puis me limiter à la question Est-Ouest. Bien d'autres clivages divisent le pays. L'Allemagne de 2019 est un pays en transition, de nouveau à la recherche de son identité, de son unité, de son avenir. Et c'est de cette Allemagne que je voudrais vous parler.

Mes propos s'articuleront en trois temps. Je parlerai d'abord du double visage de l'Allemagne d'aujourd'hui : une Allemagne stable, sûre d'elle-même d'un côté, de l'autre une Allemagne tourmentée, divisée, un pays en transition à nouveau hanté par son passé, à la recherche de son destin. Puis je tenterai d'expliquer brièvement l'évolution politique et sociétale qui a conduit à cette ambivalence.

Enfin, j'essaierai de partager avec vous quelques idées sur ce que l'on pourrait mettre en œuvre pour lutter contre les divisions, anciennes et nouvelles, qui déchirent l'Allemagne actuelle. Et dans cette logique, j'aborderai le rôle que peut jouer le président fédéral dans une telle période de transition, avant de conclure par quelques remarques sur le couple franco-allemand.

Ce texte est la retranscription du discours prononcé le 4 novembre 2019 à la résidence de l'ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne, hôtel Beauharnais, à Paris.

L’Allemagne, de loin, de près

Vue de loin, l’Allemagne est un havre de stabilité. Avec quinze ans de croissance quasi continue, un taux de chômage de 5,2 %, un excédent budgétaire de 1,1 %, un endettement de 61,2 % du PIB ; avec une remarquable stabilité politique, et une chancelière qui, dans son quatrième mandat, est toujours très populaire ; avec un consensus pro-européen fort : plus de 80 % des personnes interrogées dans le pays se prononçant en faveur de l’intégration européenne.

L’Allemagne a l’image d’un pays ouvert, tolérant, et qui attire dans ses grandes villes, Berlin, Munich, Hambourg, des milliers de jeunes du monde entier.

Vu de près, l’image d’un pays fort et sûr de lui se fait plus floue. L’apparente stabilité s’évanouit, des fissures plus ou moins grandes se font jour. L’Allemagne d’aujourd’hui est un pays en pleine transition.

En transition politique d’abord. Après 14 ans, l’ère d’Angela Merkel touche à sa fin. Les luttes pour sa succession ont commencé. Et elles revêtent, dans le cas des sociaux-démocrates comme dans celui des chrétiens-démocrates, des dimensions personnelles aussi bien que politico-stratégiques.

Les deux partis qui forment la grande coalition sont fatigués – disons même : lessivés… Aux élections régionales du Land de Thuringe, les deux partis ont réalisé – ensemble – un score choquant de seulement 30 %.

Nombre de sociaux-démocrates rêvent d’un renouveau sur les bancs de l’opposition. Les adhérents du parti sont actuellement appelés aux urnes pour élire, avec une procédure longue et compliquée, deux nouveaux chefs de parti, qui devront décider si, oui ou non, le Parti social-démocrate d’Allemagne (SPD) restera dans la grande coalition. Affaire à suivre, donc.

La crise des chrétiens-démocrates est moins apparente. Dans les sondages, leur parti reste autour des 28 % d’intentions de vote, ce qui est pourtant, pour un parti avait pris l’habitude, dans le passé, de chiffres dépassant 40 %, un score plutôt décevant.

Plus grave, pour la première fois dans l’histoire de la République fédérale, est apparu un parti – la fameuse Alternative pour l’Allemagne, (AfD), qui se situe, et apparemment pour longtemps, à la droite de l’Union

chrétienne-démocrate d'Allemagne (CDU), et qui représente en fait une constellation que la CDU, par le passé, a toujours su éviter.

D'où la férocité et l'ampleur du débat stratégique au sein même de la CDU, un débat qui tourne autour de la question de savoir si le parti, après Angela Merkel, devrait basculer vers la droite, dégageant ainsi un espace politique au centre, ou s'il devrait plutôt rester fidèle à une politique centriste, ce qui pourrait avoir pour effet de pérenniser l'existence de l'AfD.

Pour l'Allemagne où la prédominance de grands partis – les *Volksparteien* – a toujours constitué un motif de fierté, en même temps qu'un facteur de stabilité décisif, l'avenir de ces partis est beaucoup plus important que, par exemple, pour la France.

Une chose est claire. Même si les deux *Volksparteien* devaient être en mesure de surmonter leurs difficultés actuelles, et de se maintenir dans des positions fortes – ce qui est loin d'être évident –, le futur paysage politique allemand sera beaucoup plus diversifié, coloré, et donc plus difficile à gérer. Aujourd'hui déjà, les Länder connaissent toutes sortes de coalitions, de plus en plus acrobatiques. Le seul parti qui ne figure dans aucun gouvernement régional est aujourd'hui l'AfD.

La transition politique va de pair avec une transition sociétale. Nos deux sociétés, allemande et française, sont confrontées à des problèmes similaires. Premier problème, en Allemagne comme en France : le décalage croissant entre les villes – surtout les grandes villes – et le reste du pays. Deuxième problème : l'immigration des dernières décennies a fait naître une société extrêmement diversifiée. Dans les établissements scolaires de Francfort ou Berlin, plus de 50 % des élèves peuvent être d'origine étrangère, tandis que dans certaines régions de l'est on peine à trouver quelques restaurateurs vietnamiens ou turcs. Étonnamment, d'ailleurs, l'hostilité à l'égard des immigrés est plus forte dans les régions où il n'y en a pas beaucoup.

Troisième problème : le fossé qui se creuse entre les électeurs et la classe politique. Dans ce fossé, les populistes de droite et de gauche travaillent, avec leurs pelles et leurs piolets, pour saper toujours plus la confiance dans les institutions de l'État et de la démocratie en général, comme, par exemple, dans les médias publics, qui sont devenus un des ennemis préférés de l'extrême droite.

On observe – quatrièmement – une certaine radicalisation du langage politique, surtout dans les médias sociaux. Des immigrés, la communauté juive, mais aussi des maires, des conseillers municipaux, sont désormais la cible d'attaques verbales de plus en plus agressives, et nombreux sont les cas où l'agression ne se limite pas aux mots.

Certes, un problème de société spécifique à l'Allemagne est la résurgence de la division Est-Ouest. Trente ans après la réunification, nous sommes témoins d'un débat Est-Ouest renouvelé, nourri des résultats de l'AfD aux récentes élections régionales. Une part croissante des Allemands de l'Est se plaint de la « colonisation » qui aurait été subie de la part des Allemands de l'Ouest après 1989. Un tiers des Allemands de l'Est se considèrent comme des citoyens de seconde zone. Ils sont sous-représentés dans les postes importants des ministères et des entreprises. C'est là pain bénit pour l'AfD.

Face à cet état de fait, l'AfD invoque l'esprit révolutionnaire de 1989 et, supplantant le Parti de gauche (Die Linke) dans ce rôle, s'arroge la position de défenseur du peuple face à l'arrogance du pouvoir.

De l'autre côté, les Allemands de l'Ouest parlent d'ingratitude, et soupçonnent leurs frères de l'Est d'être tous antidémocrates et xénophobes…

Tout ceci, en dépit du fait que, à bien des égards, les appréciations politiques de l'Est et de l'Ouest se soient largement rapprochées. 59 % des personnes interrogées à l'Ouest, et 63 % à l'Est, ont une vision positive de la réunification. Même si le chômage, dans la partie est, reste encore un peu plus élevé, seuls 10 % des Allemands de l'Est ont peur, à l'heure actuelle, de perdre leur emploi – le même chiffre qu'à l'Ouest.

Une différence majeure saute cependant aux yeux : le regard porté sur les institutions de l'État, et la confiance en elles. Tandis qu'en Allemagne de l'Ouest, 77 % des sondés pensent que la démocratie allemande est la meilleure forme de gouvernement, ce chiffre n'est que de 42 % à l'Est. À l'Ouest, 73 % des personnes interrogées ont confiance dans le fonctionnement de l'état de droit, quand à l'Est ils sont à peine 50 %. Ce défaut de confiance est un facteur majeur qui explique les résultats de l'extrême droite dans les nouveaux Länder. Soyons clairs : la montée de l'AfD ne se limite pas à l'ancienne République fédérale d'Allemagne (RDA). La plupart des leaders du parti viennent même de l'Ouest. Mais ils trouvent à l'Est une terre fertile, et savent la cultiver.

À la transition politique et sociétale s'ajoute une transition économique. Les secteurs économiques traditionnels d'Allemagne – l'automobile, la chimie et la mécanique – sont en perte de vitesse. Les grandes banques allemandes, comme la Deutsche Bank ou la Commerzbank, ont depuis longtemps des problèmes structurels. La place de nos économies respectives, allemande et française, dans les chaînes de valeurs à venir reste à définir.

Pour la plupart des entreprises allemandes, les chiffres d'affaires sont encore suffisamment bons. Mais pour une Allemagne qui fonde sa confiance en soi en grande part sur la réussite économique, cette incertitude contribue à un sentiment d'insécurité accru.

Vient s'ajouter un changement géopolitique qui remet en question les fondements même de la politique étrangère allemande. Les États-Unis, et l'Europe en deuxième position, ont toujours été les deux piliers sur lesquels reposait la sécurité du pays.

Confrontée au choix entre une vision gaulliste et une vision atlantique, l'Allemagne a toujours misé sur cette dernière. Sauf que, désormais, la question se pose différemment. Lentement mais sûrement, l'on prend conscience, aussi en Allemagne, de ce que la nature de l'Alliance transatlantique est en train de changer. Et que donc l'Europe doit assumer plus de responsabilités pour sa propre sécurité. Et que cela exige une nouvelle qualité de coopération européenne, et avant tout franco-allemande.

Transition politique, transition sociétale, transition économique, transition géopolitique : rien de cela n'est complètement nouveau. Mais l'ensemble génère un sentiment d'inquiétude, voire une désorientation, qui caractérise la situation actuelle.

Trente ans après

Pour mieux présenter la situation en Allemagne trente ans après la réunification, je choisirai une approche diachronique. Notre point de départ sera la fin du règne d'Helmut Kohl dans la deuxième moitié des années 1980 – les « années de plomb ».

La grande promesse d'Helmut Kohl, c'était la création rapide de « paysages florissants » à l'Est. En 1990, à l'heure de la réunification, beaucoup de gens adhéraient à l'idée que les Länder de l'Est devraient, pour réussir, tout simplement imiter le modèle politique et économique de la République fédérale, et que l'effort de rattrapage de l'Est pourrait très rapidement produire ses effets.

L'idée ne s'est, malheureusement, pas réalisée… Au moins pas à court terme. Certes, en sillonnant aujourd'hui les parties est de l'Allemagne, on traverse des villes et des villages rénovés, modernisés, qui n'ont rien à voir avec les agglomérations grises, les routes délabrées et les rivières polluées de la fin de la RDA. On y trouve aujourd'hui des villes et des villages « florissants », de nouvelles routes, des lacs et des rivières propres. Selon des estimations sérieuses, cela a coûté au contribuable allemand, entre 1990 et 2014, la somme hallucinante de 2 000 milliards d'euros.

Cependant, dans ces villes et villages, les jeunes sont souvent partis, et les entreprises ont fermé. Ma ville natale par exemple, dans le sud du Brandebourg, Finsterwalde, a perdu un tiers de sa population et la plupart de ses emplois industriels. Il y a peu de pauvreté apparente ; au contraire, le niveau de vie s'est considérablement amélioré. Mais dans beaucoup de régions règnent un sentiment d'abandon et de déception, et la conviction que les politiques n'ont pas tenu parole.

La fin de règne d'Helmut Kohl s'est caractérisée par un refus des réformes, un attentisme politique, une croissance économique faible, un grand déficit public et des caisses sociales vides.

En 1990, l'introduction rapide du deutschemark à l'Est avait pour but d'endiguer la fuite massive des Allemands de l'Est vers l'Ouest ; et ce fut un succès dans la mesure où l'hémorragie a pu être stoppée. Mais du jour au lendemain, les entreprises est-allemandes n'ont plus été compétitives, ce qui a entraîné le licenciement de centaines de milliers de personnes. Le chômage de masse est devenu le grand fléau de l'Est dans les années 1990.

En 1998, le social-démocrate Gerhard Schröder remporte les élections fédérales et forme une coalition avec les Verts, qui décide de changements profonds : réforme du marché du travail, réorganisation des agences pour l'emploi, réforme du système de santé, baisse des charges sociales ; mais aussi : facilitation de l'accès à la nationalité allemande, introduction d'un « mariage pour tous » *light*, sortie prévue du nucléaire…

En matière de politique étrangère, l'Allemagne a participé pour la première fois à des opérations militaires à l'étranger, d'abord dans les Balkans, puis en Afghanistan. Ces missions étaient particulièrement impopulaires dans la partie est du pays, moins attachée à l'Alliance atlantique, et plutôt d'orientation pacifiste, en particulier dans les milieux chrétiens protestants, porteurs de la révolution de 1989.

Les réformes sociales commencées en 2003 ont été également fort peu populaires à l'Est. Dans une Allemagne de l'Est encore fortement touchée par le chômage, l'opposition à l'Agenda 2010 a été beaucoup plus prononcée qu'à l'Ouest. Les sociaux-démocrates, à l'Est, ne se sont jamais remis des conséquences de cette politique. La semaine dernière, en Thuringe, leur score n'a pas dépassé 8 % : du jamais vu…

J'ai travaillé de 1999 à 2005 à la chancellerie fédérale, et je me souviens très bien de notre très grande volonté, presque « macronienne », de faire avancer le pays, de surmonter l'attentisme, l'immobilisme. Mais je me souviens aussi de la fragilité du gouvernement, des résistances de toutes sortes, des moments de désespérance. Plus d'une fois nous avons été à deux doigts de perdre la majorité, et en 2005, avant que les résultats des réformes n'aient pu se manifester, le chancelier Schröder a décidé de dissoudre le Bundestag et d'avancer d'un an la date des élections.

Cette fois, c'est la CDU qui l'a remporté, de justesse. La nouvelle chancelière s'est appelée Angela Merkel, et pour la première fois depuis les années soixante, les sociaux-démocrates sont entrés dans une grande coalition comme partenaire junior. Bientôt, les résultats des réformes de Schröder se sont fait sentir, la croissance est repartie, et le chômage a baissé aussi à l'Est : de 19 % en 2005 il est passé à 6,5 % aujourd'hui – soit seulement 2,2 % de plus qu'à l'Ouest.

Les réformes de Schröder ont donc été un succès. Même si ce dernier a dû – avec son parti – en payer le prix fort. Alors qu'au début des années 2000 l'Allemagne était perçue comme l'homme malade du continent, les années 2005-2015 ont marqué son retour en force. La croissance, en 2005, était de 0,4 % ; en 2006, elle passe à 3,8 %. En 2006, le nouvel endettement de l'Allemagne est inférieur à 3 %. En 2015, le ministre des Finances Wolfgang Schäuble a pu présenter le premier budget à l'équilibre.

L'Allemagne a su traverser, mieux que les autres pays occidentaux, la crise financière de 2009-2010. Ses grandes entreprises, et son *Mittelstand* très compétitif ont produit exactement les machines-outils dont avaient besoin la Chine et d'autres pays émergents ; et, partout dans le monde les nouveaux riches aiment à rouler en Mercedes, BMW ou Audi.

Entre 2009-2013, l'Allemagne a été gouvernée par une coalition chrétienne-démocrate et libérale. Du point de vue des relations entre les parties est et ouest du pays, ces années ont été peu spectaculaires. Ce qui a marqué cette époque fut la crise de l'euro, et la création controversée de fonds de sauvetage pour le Portugal, l'Espagne, et surtout la Grèce.

J'étais à l'époque chef de cabinet du chef de l'opposition au Bundestag – l'actuel président fédéral Frank-Walter Steinmeier, et Monsieur l'ambassadeur était le conseiller pour les Affaires européennes de la chancelière. Même si l'un servait l'opposition et l'autre le gouvernement, nous n'avons jamais cessé de dialoguer. Sur les grandes questions européennes, il y a toujours eu une grande coalition informelle en Allemagne, ce qui témoigne de notre sens du consensus.

Cette période a vu aussi l'émergence de l'*Alternative für Deutschland* – l'AfD première version. À l'origine, l'AfD n'était pas un parti ouvert aux idées xénophobes mais simplement un parti hostile aux opérations de sauvetage liées à la crise de l'euro. Parmi les 18 fondateurs du parti – pas une seule femme – figuraient un grand nombre de professeurs d'économie, bien sûr sur une ligne d'ordo-libéralisme. Seuls 4 des 18 fondateurs sont toujours membres du parti aujourd'hui, ce qui montre son changement de caractère.

Des élections de 2013 a résulté un renouvellement de la grande coalition, avec une CDU forte de 41,5 % des voix, et un SPD à 25,7 %. Quand l'Allemagne a fêté le 25e anniversaire de la réunification, en octobre 2015, tout le monde avait l'impression que les choses étaient sur la bonne voie, avec une chancelière est-allemande – Angela Merkel –, un président – Joachim Gauck – également est-allemand, et un chômage à l'Est nettement en baisse. Le 3 octobre 2015, le président Gauck pouvait constater, je cite : « L'Allemagne a trouvé son unité dans la liberté, une unité politique, sociale, avec un peu de retard aussi économique et, finalement mentale. »

Bien sûr, il y avait des régions à l'Est où l'extrême droite était fortement présente ; certes, il y avait aussi des actes criminels xénophobes, et antisémites. Mais l'impression dominante était que tout cela pourrait être maîtrisé avec un peu plus d'éducation civique et, surtout, la convergence économique et la quasi-disparition du chômage.

Les événements, à compter de 2015, ont montré que cet optimisme était prématuré. Le mouvement Pegida – un acronyme pour : « Européens patriotes contre l'islamisation de l'Occident » – a été fondé en octobre 2014 à Dresde. Déjà au printemps 2015, bien avant l'arrivée en masse des réfugiés, ce mouvement pouvait mobiliser à Dresde 25 000 personnes contre l'immigration musulmane, mais aussi contre « les diktats de Bruxelles », et pour une meilleure entente avec la Russie.

Événement important : pour la première fois depuis la guerre, en Allemagne un groupe prônant la panoplie d'idées de l'extrême droite paneuropéenne – islamophobie et antisémitisme, homophobie, rejet de la démocratie parlementaire, fascination pour un autoritarisme à la russe, défense de la suprématie de l'homme blanc… – pouvait mobiliser une grande masse de personnes dites « normales », et cela en se référant aux idées de 1989 : *Nous sommes le peuple*.

Cela a représenté un choc à retardement pour toute l'Allemagne. Et on se trouve toujours sous l'impact de ce choc qui a mis fin à l'exception allemande, à l'illusion que notre passé nous immunisait contre toute montée de l'extrême droite.

À l'automne 2015, l'Allemagne accueillait à bras ouverts des centaines de milliers d'immigrants. À la fin de cette année, ils étaient presque 900 000 à déposer une demande d'asile. Ce fut un grand moment de solidarité, mais je me souviens très bien qu'à cette époque – j'étais alors secrétaire d'État au ministère des Affaires étrangères, nous pressentions que l'arrivée massive de ces réfugiés allait être un tournant important, et qu'elle allait changer profondément le visage de notre pays.

Ce qui, malheureusement, est arrivé. Aujourd'hui, les grands débats politiques en Allemagne ne s'organisent plus autour de la division droite-gauche, ou libéralisme contre État-providence. La nouvelle ligne de partage, c'est l'ouverture contre le repli sur soi, la société ouverte contre l'identité nationale.

Avant 2015, les forces nationalistes, voire néo-fascistes, existaient en Allemagne. Mais elles étaient marginalisées, sans représentation politique ou médiatique. Cela a changé en 2015.

L'AfD a sauté dans le train anti-migratoire, et a mobilisé toutes les personnes critiques à l'égard de la politique « des bras ouverts ». Tandis qu'à l'autre bout du spectre politique, les Verts se dressaient en défenseurs d'une Allemagne ouverte et accueillante. Soudainement, les *Volksparteien*, SPD et CDU, se sont retrouvés dans une position très inconfortable, pris en tenaille entre la volonté de rester fidèles à leurs convictions chrétiennes ou de gauche, et les doutes d'un nombre croissant de leurs électeurs.

L'arrivée massive des réfugiés a donc servi de catalyseur à une recomposition du paysage politique. À l'instar de nos voisins comme les Pays-Bas et la France, les grands perdants de ce développement sont les partis du centre, une fois encore les *Volksparteien*. Aux élections pour le Bundestag de 2017, les chrétiens-démocrates ont obtenu seulement 33 % (- 8,2 %), et les sociaux-démocrates 20,5 % (- 5,2 %). L'AfD obtenait, elle, 12,7 % (+ 8 %), et devenait le principal parti d'opposition.

Cette tendance s'est confirmée aux élections européennes de 2019, avec des chrétiens-démocrates à 28,9 %, des sociaux-démocrates à 15,8 %, et des Verts au résultat record de 20,5 %. Dans certaines circonscriptions de l'Est, l'AfD est même arrivée en tête, devant tous les autres partis…

Et aujourd'hui ? Nous avons une coalition que les partis coalisés n'aiment guère – des partis affaiblis, incertains de leur avenir. Nous avons donc un paysage politique en transition, dans un pays en transition, avec d'anciennes déchirures qui se rouvrent, de nouveaux conflits qui surviennent, dans un monde qui bouge à une vitesse hallucinante.

Le rôle du président fédéral

Dans ce contexte, quel est le rôle du président fédéral ? Il se situe, de par son rôle constitutionnel, au-dessus des partis, et ne prend donc pas position dans les débats politiques quotidiens. Mais il a tout de même un rôle très politique. Il est le gardien de l'unité du pays, un garant de stabilité, un point d'orientation, dans une situation complexe et opaque.

Dès sa prise de fonction, en mars 2017, le président Steinmeier a fait de la démocratie et de l'avenir de la démocratie le grand thème de son mandat.

Selon notre analyse, notre démocratie est profondément menacée par la fascination de l'autoritarisme. Une fascination qui a une dimension extérieure : la montée en force de la Chine, l'attraction exercée par les hommes forts et par les solutions faciles. Et qui a aussi un aspect national : le manque de confiance dans les structures et procédures démocratiques, la fragmentation de la société, la méfiance à l'égard de la parole publique, et de la raison.

Notre travail, à la présidence, s'articule autour de trois axes.

Le premier axe consiste à encourager le dialogue entre des personnes et des groupes qui ne se parlent plus. Le président voyage le plus souvent possible dans les régions laissées à l'écart. Autour de tables rondes, quelque peu inspirées par les « dîners républicains » français, nous essayons de rallier des personnes et des groupes différents, y compris des électeurs et même des membres de l'AfD.

Être présent, être à l'écoute, ce n'est pas encore la réponse à tous les problèmes, mais c'est la condition *sine qua non* pour trouver des solutions innovantes.

Dans le cadre d'une série des débats sous le titre « L'avenir de la démocratie, la démocratie de l'avenir », nous avons commencé à discuter, au château de Bellevue, des grands défis de la démocratie, mais aussi de nouvelles formes de participation politique, incluant des formes de démocratie délibérative.

En 1989, Helmut Kohl et son gouvernement étaient certains que la démocratie ouest-allemande était, avec ses *Volksparteien,* le *nec plus ultra* en matière de système politique, et qu'il ne fallait pas y toucher. Pas d'expérimentation, pas de discussion sur une constitution nouvelle ! Que l'Est suive ! Point final. Aujourd'hui, on voit que l'Est n'a pas suivi, que la

fragmentation du paysage politique qui a commencé à l'Est se propage plutôt vers l'Ouest.

Nous apprenons aujourd'hui que la démocratie est quelque chose de beaucoup plus fluide, et que la demande de participation politique va bien au-delà des formes traditionnelles des partis et des élections tous les quatre ans. Peut-être est-ce le moment de redécouvrir quelques idées de 1989 : la mobilisation des citoyens, l'importance des *Bürgerbewegungen*, des mouvements de citoyens, des « tables rondes »…

Le deuxième axe de notre action est le travail sur la mémoire collective. L'écrivaine est-allemande Christa Wolf ouvre son roman *Kindheitsmuster* par une phrase célèbre : « Le passé n'est pas mort. Il n'est même pas passé. » Ce qui est particulièrement vrai du passé de l'Allemagne. L'extrême droite tente de s'approprier la tradition démocratique allemande : *Nous sommes le peuple*. Ce qui renvoie à la tradition de 1989, mais aussi à celle de 1848. Elle tente ainsi de détourner la tradition de tout mouvement révolutionnaire s'opposant aux dirigeants en place à son profit.

Et en même temps, elle parle le moins possible du national-socialisme et de l'Holocauste. Pour ses adhérents, il faut en finir avec ce culte de la culpabilité des Allemands. Avec mille ans d'histoire glorieuse de l'Allemagne à l'arrière-plan, le national-socialisme se réduit, pour le chef de l'AfD, à une « chiure d'oiseau »…

Face à cette usurpation et à cette négation de l'histoire, la démocratie doit défendre sa tradition, se rappeler et commémorer les moments douloureux de notre histoire, et en tirer les conséquences.

Troisième axe d'action : l'encouragement. *Mut zur Zukunft*, « Courage pour aller de l'avant ! » La réunification n'a pas été un long fleuve tranquille. Ce fut un processus avec ses hauts et ses bas, et nous ne sommes pas encore arrivés au bout du chemin. L'Allemagne a su surmonter beaucoup de problèmes, et elle a su se réformer. Il n'y a aucune raison d'être pessimiste. Mais beaucoup de choses restent à faire, au niveau national et européen.

Le franco-allemand

Aujourd'hui, l'élan réformateur du président Macron se heurte à une Allemagne en transition, une Allemagne à la recherche de son avenir. Voici quelques années, c'était l'inverse : une Allemagne revigorée par ses réformes se portait à la rencontre d'une France, comment dire, réticente – la France de MM. Sarkozy et Hollande.

Les rythmes de nos deux pays ne sont pas synchrones. Et il faut s'y faire. Souvent, l'un s'active quand l'autre tergiverse. Une chose est claire : il nous faut, à l'un et à l'autre, de la patience et de l'impatience.

Il nous faut de l'impatience pour aller de l'avant, vers une Europe peut-être pas entièrement autonome, mais forte, démocratique et sociale. Je suis reconnaissant au président français de ne pas hésiter à nous faire des propositions, à nous lancer des défis pour que l'Europe progresse.

Mais il nous faut aussi de la patience. La France, l'Allemagne et les autres pays de l'Europe n'avancent pas tous au même rythme politique. Il y aura toujours des pays à l'avant-garde, et d'autres réticents à se mettre en marche. Ce qui nous réunit, c'est la direction dans laquelle nous allons. Cette direction est la bonne, en Allemagne comme en France. Beaucoup de chemins mènent à Rome. Et pour nous, Rome c'est l'Europe !

Institut français
des relations
internationales